

Mali - Plan de mis en œuvre Pays Orange Knowledge Programme

I. Introduction

II. Brève présentation du programme OKP

III. Situation actuelle de la coopération

IV. Identification des besoins

- Sélection des thèmes prioritaires
- Analyse des thèmes prioritaires
SDSR
 - Analyse sectorielle succincte
 - Politique nationale de santé, documents et réseaux spécifiques à la SR
 - Stratégie d'intervention de l'ambassade du Royaume des Pays Bas en matière de SDSR
Gestion durable des ressources naturelles (nexus Sécurité Alimentaire Nutrition - SAN - et Eau)
 - Analyse sectorielle succincte
 - Politiques nationales
 - Stratégie d'intervention de l'ambassade du Royaume des Pays Bas en la matière
- Structure et état actuel de l'offre d'éducation
SDSR
 - Les différents niveaux de formation du personnel médical (jusqu'au niveau infirmier du second cycle) et les établissements correspondants
 - La majorité du personnel de santé est formée dans des écoles privées
 - Principales parties prenantes (inter)nationales et régionales qui sont les points de référence pour le secteur
Gestion durable des ressources naturelles (nexus Sécurité Alimentaire Nutrition - SAN - et Eau)
- Lacunes en matière de formation et éducation et axes d'intervention OKP au Mali

V. Réalisations attendues du programme et théorie du changement

VI. Articulation du programme et procédures de publication des appels à propositions

VII. Budget indicatif pour le programme

VIII. Coordination avec d'autres programmes

IX. Suivi du programme

Annexes

Annexe 1. Brief presentation of the OKP programme

Annexe 2. Liste projets NICHE et informations sur NFP

Annexe 3. Visite d'identification : processus et organisations rencontrées

Annexe 4. Données sur le type de personnel assistant l'accouchement et dispensant les soins prénataux

Annexe 5. Cadre d'intervention de l'ambassade des Pays Bas à Bamako en matière de SRHR

Annexe 6. Théorie du changement pour OKP au Mali

Annex 7. Matrice des réalisations escomptées et leurs indicateurs associés pour OKP au Mali

Liste des abbreviations

ANEH	Agence Nationale d'Evaluation des Hôpitaux
ARPBRM	Ambassade du Royaume des Pays Bas en République du Mali
ASACO	Association de Santé Communautaire
BMD /LMD	Bachelor/ Licence, Master, Doctorat
CAMES	Conseil Africain et Malgache pour l'enseignement supérieur
CPI	Country Plan of Implementation
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CSRef	Centre de Santé de Référence
DEF	Diplôme d'Etudes Fondamentales
DNETP	Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel
DNFP	Direction Nationale de la Formation Professionnelle
DRH	Direction des Ressources Humaines
EDS	Ecole de Santé
EFTP	Enseignement et Formation Technique et Professionnel
EKN	Embassy of the Kingdom of the Netherlands
GP/SP	Groupe Pivot Santé Population
INFSS	Institut National de Formation en Sciences de la Santé
MASP	Multi Annual Strategic Plan
MEFP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
NFP	Netherlands Fellowship Programme
NICHE	The Netherlands Initiative for Capacity development in Higher Education
OKP	Orange Knowledge Programme
OOAS/WAHO	Organisation Ouest Africaine de la Santé
PF	Planification Familiale
SAN	Sécurité Alimentaire et Nutrition
SDSR	Santé et Droits Sexuels et Reproductifs
SDSR(AJ)	Santé et Droits Reproductifs et Sexuels (des Adolescents et Jeunes)
SMI	Santé Maternelle et Infantile
SP	Santé Publique
TMT	Taylor Made Trainings (Formation de groupe à la carte)
TS	Technicien de Santé
TSS	Technicien Supérieur de Santé

I. Introduction

Ce plan de mise en œuvre pays (Country Plan of Implementation – CPI) décrit les objectifs et les ambitions de la mise en œuvre du programme OKP au Mali. Il est le fruit d'un processus d'identification dans lequel les besoins au Mali en termes de capacités ont été analysés, sur la base d'une revue bibliographique et de discussions avec les parties prenantes. Cette approche a débouché sur la définition de domaines d'intervention prioritaires et la formulation de résultats à atteindre.

L'organisation néerlandaise pour l'internationalisation de l'éducation (Nuffic) administre le programme Orange Knowledge au nom du Ministère des Affaires Etrangères (MAE) des Pays-Bas. Nuffic est responsable de sa mise en œuvre et de son suivi conformément à chaque plan de mise en œuvre pays (CPI).

II. Brève présentation du programme OKP

Le programme Orange Knowledge (OKP) est le successeur des programmes de bourses néerlandais (NFP) et de l'initiative néerlandaise pour le renforcement des capacités dans l'enseignement supérieur (NICHE). OKP est le résultat de la fusion de ces deux programmes précédents en une seule approche intégrée. De nouveaux éléments y sont aussi ajoutés, notamment une implication accrue des Alumni, un accent sur une coopération renforcée entre les établissements d'enseignement, de recherche et d'expertise et une communication axée sur la présentation des résultats.

L'objectif principal est de contribuer au développement durable et inclusif à travers le renforcement d'organisations clés pour le développement sectoriel dans les pays partenaires de OKP. Cet objectif sera atteint en développant les capacités, les connaissances et les qualités des individus ainsi que des organisations actives dans le domaine de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels / de l'Enseignement Supérieur (EFTP / ES) et dans d'autres domaines liés aux thèmes prioritaires pour les pays partenaires de OKP.

Le programme OKP a une durée de cinq ans et sera mis en œuvre à travers trois types d'interventions :

- Bourses individuelles,
- Formations de groupe (TMT et TMT+) et
- Projets institutionnels axés sur l'amélioration durable des capacités de l'enseignement technique, professionnel et supérieur.

Veillez-vous reporter à l'annexe 1 pour plus d'informations sur OKP.

III. Situation actuelle de la coopération

Le Mali a été ajouté au programme NICHE en 2013, la relation de coopération avec le Mali est donc assez nouvelle par rapport aux autres pays participant au programme NICHE.

Le programme NICHE était principalement axé sur les secteurs de l'enseignement supérieur du Mali où les Pays-Bas demandaient clairement des connaissances spécialisées : sécurité alimentaire, gestion de l'eau, santé et droits en matière de sexualité et de procréation. En raison de la situation sécuritaire au Mali, un dernier domaine d'intervention a été ajouté : la sécurité et l'état de droit.

Dans le cadre du programme NICHE, sept projets ont été lancés au Mali, couvrant les quatre domaines d'intervention. Au total, un budget d'environ 9 millions d'euros a été dégagé pour les projets en République du Mali¹.

Le programme NFP offrait des formations sur mesure (TMT) et des bourses individuelles. Il s'agissait ici de bourses de formations de courte durée. L'enseignement aux Pays-Bas étant proposé en anglais, il a été difficile de sélectionner des candidats du Mali francophone. Des efforts seront fournis afin de faire bénéficier des possibilités qu'offre Nuffic à plus de professionnels des organisations de la société civile, du secteur public et privé.

La nouvelle note de politique du Sahel du gouvernement des Pays-Bas pour le Sahel offre d'ailleurs de nouvelles opportunités pour le Mali.

La politique de coopération au développement du Royaume des Pays-Bas dans la région du Sahel

La politique de coopération au développement du Royaume des Pays-Bas en République du Mali est partie intégrale de la politique du Sahel². Dans cette région, l'insécurité, la pauvreté et la forte croissance démographique se conjuguent de manière inquiétante et font de cette région « l'une des régions les plus vulnérables au monde³ ». Le royaume des Pays-Bas fait du Sahel⁴ l'une des régions prioritaires de sa politique de coopération au développement surtout à cause de son caractère instable et fragile. La stratégie Néerlandaise Multi-annuelle pour le Sahel intègre les notes politiques « *investing in Global Prospects*⁵ », « *Integrated International Security Strategy*⁶ » et « *Comprehensive Agenda on Migration*⁸ »

¹ Bien vouloir vous référer à l'annexe 2 pour plus de détails par rapport aux programmes développés ou encore en cours d'exécution au Mali.

² la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad

³ D'après Christophe Angely, directeur de stratégie à la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferd) dans une interview à libération, février 2017

⁴ La politique de développement est davantage axée sur les pays et les régions proches de l'Europe, où les Pays-Bas peuvent faire la différence en s'attaquant aux causes profondes et en stimulant le développement : « come de l'Afrique » ; Moyen Orient et Afrique du Nord ; la région des Grands Lacs, Afghanistan et Bangladesh

⁵ <https://www.government.nl/binaries/government/documents/policy-notes/2018/05/18/investing-in-global-prospects/Investing+in+Global+Prospects.pdf>

⁶ https://www.government.nl/binaries/government/documents/reports/2018/05/14/integrated-international-security-strategy-2018-2022/NL_International_Integrated_Security_Strategy_2018_2022.pdf

⁸ <https://www.government.nl/documents/parliamentary-documents/2018/07/10/comprehensive-agenda-on-migration>

Les orientations politique en matière de coopération au développement visent à « s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté, des migrations, du terrorisme et du changement climatique. Elle insiste sur la nécessité d'investir « maintenant » dans cette région et en offrant des opportunités et des perspectives d'avenir avec un travail décent et un salaire approprié, une bonne éducation, l'égalité des chances et une sécurité aux populations en général et particulièrement aux jeunes et aux femmes. L'application de cette Politique Néerlandaise de coopération au Mali passe nécessaire par le « renforcement du contrat social »,

Par ailleurs l'éducation est l'une des lignes d'action choisie par la ministre dans sa politique de coopération. Devant les Nations Unies à New York, elle annonçait que les Pays-Bas s'investissaient dans l'amélioration de l'éducation dans les pays en développement. « L'éducation est l'une de mes priorités politiques », déclarait-elle. "Il offre aux femmes et aux jeunes des possibilités d'améliorer le travail et d'obtenir des revenus décents."⁹ Il s'agit par exemple : 1) de mettre en place de nouveaux programmes pour l'éducation (professionnelle), l'emploi et les droits des femmes et des filles ; 2) s'engager activement dans les domaines de l'alimentation / agriculture, de l'eau et de la santé) ; et enfin 3) de développer des programmes novateurs qui aident les agriculteurs et les éleveurs des régions du Sahel, à résister aux effets du changement climatique grâce à des programmes novateurs. Les efforts faits dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle iront de pair avec le soutien d'une meilleure gestion de l'eau, des ressources naturelles et de la réhabilitation des terres dégradées.

En conclusion, l'approche de la coopération au développement du Royaume des Pays-Bas dans la région du Sahel en général et du Mali en particulier vise à adresser 4 axes prioritaires :

- I- Paix, sécurité, stabilité et migration,
- II- Commerce et investissement durables
- III- Développement durable, sécurité alimentaire, eau et climat
- IV- Progrès social.

Pour ce qui est du troisième axe, les domaines suivants ont été identifiés :

- a. Gestion des ressources en eau (national et transfrontalier)
- b. Productivité de l'eau dans l'agriculture
- c. Productivité des systèmes agricoles de production
- d. Systèmes alimentaires écologiquement durables, prévention de la dégradation des terres et meilleur accès à la terre.

IV. Identification des besoins

Cette section décrit les principaux résultats de l'évaluation des besoins et couvre les thèmes genre / inclusion et marché du travail en lien avec l'éducation post-secondaire dans le contexte des thèmes prioritaires sélectionnés. Une description du processus d'identification se trouve à l'annexe 3.

⁹ <https://www.government.nl/topics/development-cooperation/news/2018/09/26/kaag-at-un-meeting-in-new-york-education-is-the-best-strategy>

Sélection des thèmes prioritaires

Nuffic et EKN ont dégagé les domaines prioritaires suivants :

- 1) La santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), en particulier des jeunes et les adolescents,
- 2) La gestion durable des ressources naturelles (nexus Sécurité alimentaire & Nutrition et eau).

Le thème transversal suivant a également été identifié comme hautement prioritaire : renforcer la capacité des organisations clés en termes de planification stratégique intégrée à long terme et de gestion basée sur les résultats.

Analyse des thèmes prioritaires

1) SDSR

- o Analyse sectorielle succincte

Indicateurs de la santé

La population totale du Mali devrait doubler d'ici 2035 ; sa capitale Bamako est l'une des villes d'Afrique à la plus forte croissance. Une structure d'âge jeune, un taux de mortalité en baisse et un taux de fécondité totale élevé et soutenu de 6 enfants par femme - le troisième plus élevé au monde - assurent une croissance démographique rapide et continue.

Au cours de la dernière décennie, la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation ont fait l'objet de progrès limités mais importants en termes de planification familiale (prévalence de la contraception, besoins non satisfaits) et d'accouchements assistés par des personnels qualifiés. Cependant, le taux de fécondité précoce reste supérieur à 30%, les pratiques traditionnelles néfastes telles que le mariage des enfants menant à des grossesses précoces et les mutilations génitales féminines sont largement répandues, l'accès à la planification familiale limité mène à des intervalles courts entre les naissances et les accouchements assistés par du personnel qualifié sont insuffisants¹⁰. Le tableau ci-dessous reporte l'évolution d'un certain nombre d'indicateurs entre 2010 et 2015 et met en évidence les énormes disparités régionales.

Indicateur	Définition	2009/2010 (total)	2009/2010 T=Tombouctou B= Bamako	2015 (total)
OMD 5.4 Fécondité précoce	Pour 2015 : % de femmes de 20-24 ans qui ont eu au moins une naissance vivante avant l'âge de 18 ans Pour 2010 : % de femmes âgées de 15-19 ans ayant déjà eu une naissance vivante, ou enceintes d'un premier enfant	33,4%	T=41,6% B=23,9%	36,5%

¹⁰ <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ml.html>

OMD 5.3 Taux de prévalence de la contraception	% de femmes de 15-49 ans actuellement mariées ou en union qui utilisent (ou dont le partenaire utilise) une méthode de contraception (traditionnelle ou moderne)	9,4%	T=3,7% B=17,7%	15,6%
OMD 5.6 Besoins non-satisfaits	% de femmes de 15-49 ans actuellement mariées ou en union qui sont fécondes et veulent espacer leurs naissances ou limiter le nombre d'enfants et qui n'utilisent pas actuellement une méthode de contraception	30%	T=21,8% B=34,6%	15,8%
OMD 5.5 Couverture des soins Prénatals	% de femmes de 15-49 ans avec une naissance vivante dans les 2 dernières années qui ont été suivies durant leur dernière grossesse ayant abouti à une naissance vivante : (a) au moins une fois par un personnel de santé qualifié (b) au moins 4 fois par n'importe quel prestataire de santé	(a) 34,7% (b) 34,9%	(a) T=25,3% B=90,6 (b) T=17,3% B=60,6%	(a) 47,9% (b) 38%
OMD 5.2 Assistance qualifiée durant l'accouchement	% de femmes de 15-49 ans avec une naissance vivante dans les 2 dernières années qui ont été assistées durant l'accouchement de la plus récente naissance vivante par du personnel de santé qualifié : Médecin/Sage-femme/Infirmier(ère)	29,1%	T=13,5% B=90,2%	43,7%
Accouchement en centre de santé	% de femmes de 15-49 ans dont la plus récente naissance vivante au cours des 2 dernières années a été accouchée dans un centre de santé	55,5%	T=24% B=93,6%	64,5%
Mariage avant l'âge de 15 ans	% de femmes âgées de 15-49 ans qui se sont mariées ou ont vécu avec un homme avant leur 15ème anniversaire	14,3%	T=24,2% B=12,8%	16,1%
Mariage avant l'âge de 18 ans	% de femmes âgées de 15-49 ans qui se sont mariées ou ont vécu avec un homme avant leur 15ème anniversaire	60,8%	T=67,7% B=44,9%	48,9%
Prévalence de la MGF/E chez les filles	% de filles de 0-14 ans qui ont subi n'importe quelle forme de MGF/E tel que rapporté par les mères de 15-49 ans	74,6%	T=32,7% B=79,4%	76,4%

Source : Enquête par Grappe à Indicateurs Multiples au Mali (MICS-Mali), 2010 & 2015

Système de santé

L'un des fondements du système de santé au Mali est la participation communautaire. Le système de santé du Mali est pyramidal et structuré comme suit^{11,12} :

- L'aire de santé : le premier niveau de contact avec le système de santé est représenté par les centres de santé communautaire (CSCOM) au nombre de 1134 en 2012. Les CSCOM

¹¹ [Programme de développement socio-sanitaire 2014-2018 \(PRODESS III\)](#)

¹² [La gouvernance de la santé dans la région de Sikasso, Laurence Touré et Youssouf Sanogo, 2011](#)

sont la clé de voûte du système de santé. Dans le cadre de la politique de décentralisation, le principe de délégation de service public est appliqué aux CSCOM : l'état les dote principalement en équipements et ils sont gérés par une structure privée sans but lucratif : l'Association de Santé communautaire (ASACO).

- Le district sanitaire : le premier niveau de référence est constitué des Centres de Santé de Référence (CSRéf) - 61 en 2013 - généralement au niveau des chefs-lieux de Cercles. Ils disposent communément d'un plateau technique comprenant une équipe à tendance chirurgicale pouvant assurer les soins chirurgicaux et gynéco-obstétricaux d'urgence tels que les césariennes. Ce niveau du district sanitaire regroupe plusieurs aires de santé (plusieurs CSCOM) et constitue l'unité opérationnelle de planification.
- Le second niveau de référence est constitué des Etablissements Publics Hospitaliers (Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou et l'Hôpital Mère Enfant le Luxembourg). Le niveau régional a aussi pour tâche de fournir un appui technique aux cercles (formation, supervision, etc.).
- Le troisième niveau de référence comprend les Etablissements Publics Hospitaliers avec un plateau technique à vocation générale (Hôpital Point G, Hôpital Gabriel, Hôpital du Mali, Hôpital de Kati) ou spécialisé (IOTA, CNOS).
- L'administration centrale (ministères, services centraux) est chargée de la conception, de la coordination et du contrôle de la mise en œuvre de la politique générale et de l'allocation des ressources.

(Certains) défis affectant les progrès sur les résultats de la santé de la reproduction¹³

- Accès à et qualité des services :
 - Dans les zones rurales, les distances importantes pour se rendre dans les établissements de santé limitent les soins obstétricaux ;
 - Manque de ressources humaines (qualifiées) : seulement 37% du personnel qualifié (médecins, infirmiers, sages-femmes) exerce dans les zones rurales, dans lesquelles se concentre 78% de la population. La plupart des accouchements dans les CSCOM (ruraux) sont effectués par des professionnels sous-qualifiés, sans compétences pour gérer les complications (voir tableau en annexe 4). En moyenne, 28% des naissances sont assistées par une matrone. De plus, la plupart de ce personnel a été formé il y a des années et a besoin de mettre à jours ses connaissances, en particulier sur les nouvelles méthodes contraceptives.
 - La gestion de la chaîne d'approvisionnement pour s'assurer que les produits de santé essentiels ne sont pas en rupture de stock.
 - Théoriquement, les services de PF sont intégrés dans le Paquet Minimum d'Activités (PMA) des Formations Sanitaires (FS) publiques et communautaires ; donc toutes celles qui disposent d'une maternité devraient offrir la PF mais, selon l'annuaire statistique 2012, celles qui offrent des services de planification familiale de base (pilules/injectable/préservatif) sont estimées à 82%. Les formations sanitaires qui offrent au moins trois méthodes de contraception (Pilule, injectable, DIU ou implant) représentent environ 30,6%. Moins d'un FS sur dix (9,8%) offrent la gamme complète des méthodes de contraception.

¹³ [Results report of a strengthening reproductive health project](#), World Bank, 2017

- Accessibilité et adéquation des services offerts aux jeunes et adolescents dans les centres communautaires¹⁴ : l'accueil et les horaires de prestation restent inappropriés surtout pour les adolescents et jeunes.
- Demande pour les services dans les communautés : l'un des principaux défis consiste i) à influencer les attitudes et les pratiques qui influent sur la décision des femmes d'utiliser les services de santé reproductive et ii) à renforcer les partenariats entre les services de santé, les organisations non gouvernementales et d'autres groupes. Les ressources sont insuffisantes pour les activités communautaires pour aider à générer une demande pour les services de SR, et les liens sont faibles entre la communauté et les établissements de santé.
 - Politique nationale de santé, documents et réseaux spécifiques à la SR

Le [Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social](#) (PDDSS 2014- 2023) est le document de référence national pour toutes les interventions dans le secteur de la santé, du développement social et de la promotion de la famille. Il est mis en œuvre à travers des programmes quinquennaux : les programmes de Développement Sanitaire et Social (PRODESS). L'actuel [PRODESS III](#) (2014-2018) est en phase finale.

[Plan d'action national de planification familiale du Mali](#) (2014-2018) : l'objectif général du plan est d'améliorer l'état de santé de la reproduction de la population. Cet objectif est décliné en 4 objectifs spécifiques : accroître l'accessibilité et la disponibilité des services de SR sur l'ensemble du pays, accroître les efforts de création de la demande et l'utilisation des services de SR, améliorer la qualité des services de SR et améliorer les capacités de coordination, de gouvernance et leadership, et de suivi évaluation des services de SR.

Plusieurs stratégies sont prévues pour réaliser chacun de ces objectifs. Une stratégie impliquant les adolescentes et jeunes est d'intensifier la mise en application des standards des services de santé adaptés aux jeunes.

Par ailleurs, le Mali participe à l'initiative de [Planification Familiale 2020](#) (PF 2020) et est membre du [partenariat de Ouagadougou](#).

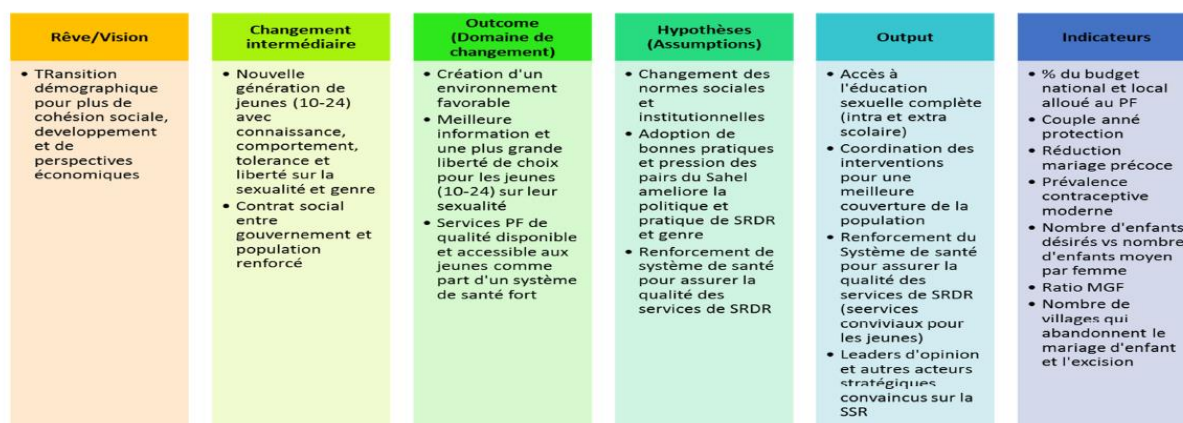
- Stratégie d'intervention de l'ambassade du Royaume des Pays Bas en matière de SDR

Les interventions en cours dans ce domaine soutenues par l'ambassade sont les suivantes :

- Appui au niveau gouvernemental à travers le PRODESS 3 (réformes du secteur, programmes avec des structures régionales, pharmacie populaire) ;
- Appui à travers la société civile :
 - *Debo Alafia* : axé sur la sensibilisation aux normes sociales, la communication, l'accès à la PF, dans le but d'informer pour augmenter la demande en PF, d'augmenter la couverture contraceptive et de diminuer le taux de mariages précoces. Des appels à propositions sont lancés, toutes les initiatives de base peuvent s'exprimer (plaidoyer, lobbying)
 - Bange Kolossi Nyeta : accélérer l'agenda de la PF. Mise en œuvre par Marie Stopes, PSI et AMPPF. L'objectif est d'appuyer l'état dans son rôle de coordination

¹⁴ [Santé et droits sexuels et de la procréation des adolescentes au Mali](#) – Equipop, UNFPA, 2017

- Atteindre le dernier km' : Renforcement de la chaîne d'approvisionnement des produits PF, Mise en œuvre par UNFPA
- Appui sur le plan stratégique de la PPM : Construction des 3 entrepôts pharmaceutique
- Education Sexuelle Complète (ESC) : le projet a démarré en mai 2018. Le groupe pivot santé population (GP/SP = plateforme de concertation) a choisi de cibler l'introduction de l'ESC pour les élèves de 10 à 14 ans.
- L'Ambassade organise deux fois par an des réunions de synergie de leurs partenaires SDRS y inclus des partenaires qui sont financés au niveau central



Ci-dessus : schéma de la théorie du changement de l'ambassade des Pays Bas en matière de SDRS pour la prochaine période de programmation. Une version plus détaillée est présentée en annexe 5.

2) La gestion et valorisation durable des ressources naturelles (nexus sécurité alimentaire, nutrition et eau)

- Analyse sectorielle succincte

Si les deux tiers du Mali sont constitués de zones arides et semi arides, dominés par les problèmes de désertification et dégradation, le Mali dispose nonobstant d'un potentiel agricole énorme avec 44 millions d'hectares de terres arables situées à l'intérieur des frontières du pays et des systèmes adaptés et flexibles d'élevage (éleveurs pasteurs). Le bassin versant du Niger abrite 60% de la population et les activités économiques les plus viables. Les différents sous-bassins versants offrent un potentiel d'irrigation estimé à plus de 2,2 millions d'hectares. Les ressources en eaux souterraines sont aussi considérables.

La croissance démographique (3,36 %/an)¹⁵ et les contraintes de changements climatiques ont entraîné une surexploitation et une dégradation de ces ressources. La raréfaction des ressources en eau, en particulier pendant la saison sèche, entraîne une augmentation de la concurrence (et des conflits) entre les utilisateurs d'eau (amont / aval, agriculteurs / éleveurs,

¹⁵ <https://www.populationdata.net/pays/mali/>

etc.) et entrave les efforts du gouvernement du Mali pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) , en particulier l'ODD 2 : "Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture et l'ODD 13 "Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions", sans oublier l'ODD 1" : "Éliminer l'extrême pauvreté et la faim". Les conflits pour l'utilisation des ressources et l'impact du changement climatique font partie des principaux problèmes posés au secteur agricole, en juxtaposition avec la productivité trop basse, la faible valeur ajoutée, les pertes de récolte après moisson et le sous-développement des infrastructures et des marchés¹⁶. Par ailleurs les pratiques agricoles peinent à s'adapter au contexte de la variabilité et des changements climatiques

L'insécurité alimentaire est un problème persistant pour de nombreux ménages dans différentes régions du Mali, à la fois en termes d'apport alimentaire et de nutrition. Le pays souffre d'une situation d'insécurité alimentaire structurelle et chronique persistante depuis dix ans. Des contraintes dans l'accessibilité et l'utilisation des aliments caractérisent la consommation alimentaire, qui est peu diversifiée. L'éclatement d'un conflit armé dans le nord du Mali en 2012 et la dégradation de la situation sécuritaire qui s'en est suivie ont largement contribué à la détérioration des conditions de vie de la population malienne - principalement, celle vivant dans les régions au nord et dans la bande sahélienne. Selon l'enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN) de 2015 ¹⁷, un quart des ménages (25.4 %), vivent en insécurité alimentaire, dont 3.1 % en insécurité alimentaire sévère. Un autre quart de la population (26.3 % des ménages) vivent en situation de sécurité alimentaire, et presque la moitié (48.3 %) est caractérisée par une sécurité alimentaire limitée, une situation de fragilité qui peut facilement s'aggraver à la suite d'un choc. En 2017, parmi les enfants de moins de 5 ans, 20% avaient une insuffisance pondérale, 8,9% souffraient de malnutrition aiguë et 2,3% de malnutrition chronique. La situation varie selon les régions, les ménages et dans le temps. Pour la majeure partie de la population, la période la plus difficile pour obtenir un accès suffisant à la nourriture est la période qui précède immédiatement la récolte (période de transition), lorsque les ressources alimentaires et financières sont presque complètement épuisées.

- Politique nationale en la matière

De nombreux documents existent qui encadrent le thème de la gestion et valorisation durable des ressources naturelles :

Le [Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable - CREDD 2016-2018](#) est le document de référence pour la conception, la mise en œuvre et le suivi des différentes politiques et stratégies de développement.

[La politique de développement agricole du Mali](#) (2013) résume les principaux défis et enjeux du secteur comme suit : 1) Assurer la sécurité alimentaire d'une population de plus en plus croissante dans un espace économique ouvert et concurrentiel, 2) Assurer la gestion durable des ressources naturelles dans un contexte de changements climatiques profonds, 3)

¹⁶ [Terrain fertile pour les conflits au Mali : changement climatique et surexploitation des ressources](#), 2017, planetary security initiative

¹⁷https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp278366.pdf?_ga=2.150719475.494975923.1541066474-739265618.1541066474

Améliorer la productivité et la compétitivité Agricoles et 4) Sécuriser et accroître le revenu des exploitants Agricoles.

Le [Plan d'action national de gestion intégrée des ressources en eau](#) (PANGIRE)¹⁸ définit le cadre national de gestion des ressources en eau et est l'outil opérationnel de mise en œuvre de la Politique nationale de l'eau. Il se fixe cinq objectifs : Améliorer les connaissances et le suivi des ressources en eau et de leurs usages ; Améliorer la mobilisation et la valorisation des ressources en eau pour satisfaire les utilisations économiques ; Améliorer l'accès équitable et durable des populations à l'eau potable et aux installations d'assainissement, en prenant en compte les questions du genre ; Améliorer la bonne gouvernance du secteur de l'eau ; Protéger et préserver l'environnement et développer la résilience aux effets du changement climatique.

La [politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle](#) (PoINSAN) (2017), s'inscrit dans le cadre du CREDD et a pour but d'assurer la sécurité alimentaire de la population malienne, d'améliorer l'état nutritionnel des couches plus vulnérables et leurs capacités de résilience.

Le document de Politique nationale de protection de l'environnement (PNPE), qui date de 1998 s'articule autour de cinq axes stratégiques : la gestion des changements climatiques, la gestion des ressources naturelles, l'amélioration du cadre de vie, la consolidation des actions environnementales et la promotion du développement durable. Ce document est actuellement en cours de refonte.

La deuxième phase du Programme décennal de développement de l'Education (PRODEC II) est actuellement en cours de validation.

o [Stratégie d'intervention de l'ambassade du Royaume des Pays Bas en la matière](#)

La stratégie d'intervention de l'ambassade au Mali pour 2019-2022 est en cours de validation. Pour le thème 'développement durable, sécurité alimentaire, eau et climat', la stratégie se concentre sur les thèmes suivants :

- Gestion des ressources en eau (national et transfrontalier)
- Productivité de l'eau en agriculture
- Eau, assainissement, hygiène
- Productivité des systèmes d'exploitation familiaux
- Conversion des terres cultivées à des techniques de production durables

En matière spécifique d'agriculture et d'élevage, cette stratégie ambitionne de contribuer aux objectifs suivants :

- Les moyens de subsistance ruraux (chaîne de valeur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage) sont de plus en plus productifs et durables dans un contexte de changement climatique (résilience des agricultures) et de la croissance démographique ;
- Les perspectives et les opportunités socio-économiques au Mali se sont améliorées grâce au développement de chaînes de valeur dans l'agriculture, la pêche et l'élevage ;
- Les conflits locaux et régionaux affectant les moyens de subsistance sont atténués par une gestion durable et inclusive de l'eau et des ressources associées.

¹⁸ en voie de révision

Structure et état actuel de l'offre d'éducation

SDSR

- *Les différents niveaux de formation du personnel de santé (jusqu'au niveau infirmier du second cycle) et les établissements correspondants*
 - o Auxiliaires de santé (Matrones et aides-soignants) : 100% de ce personnel est formé par les écoles de santé publique, qui délivrent une attestation et non un diplôme. Le curriculum n'est pas harmonisé, certaines écoles prévoyant une formation sur 6 mois d'autres sur 9 mois, avec ou sans stage ;
 - o Infirmiers de premier cycle (ou techniciens de santé – TS) : infirmier de santé publique (ISP), infirmier de santé maternelle et infantile (SMI). Depuis 2011, l'Institut National de Formation en Sciences de la Santé (INFSS) ne forme plus ce type de personnel. 100% des infirmiers de premier cycle sont désormais formés dans les écoles de santé (EDS) privées. Elles étaient en 2018 au nombre de 89 (dont 52 à Bamako, 11 à Kayes, 2 à Gao, 6 à Mopti, 8 à Ségou, 9 à Sikasso et 1 à Tombouctou¹⁹). L'accompagnement, le suivi, l'accréditation et le contrôle de la qualité des formations délivrées par ces établissements est minimal. En revanche, l'examen national pour obtenir l'attestation d'infirmier du premier cycle est organisé sur une base nationale par le Centre National des Examens et Concours du MEN, dont le Directeur signe l'attestation. Certains établissements recrutent les lauréats du DEF sur dossier, d'autres sur concours.
 - o Infirmiers de second cycle (infirmiers d'états) et sages-femmes : les techniciens supérieurs de santé – TSS. Une minorité de cette catégorie de personnel est formé à l'INFSS, seule structure publique (Bamako et annexes en région Kayes, Ségou, Sikasso et Mopti). La vaste majorité est elle aussi formée dans les écoles de santé privées.

- *La majorité du personnel de santé (jusqu'au niveau infirmier du second cycle) est formée dans des écoles privées*
 - o Les conditions d'octroi des autorisations d'ouverture des écoles privées de santé ne permettent pas aujourd'hui de s'assurer (durablement) de la réalité des capacités d'encadrement et de la qualité de l'enseignement. Il n'existe en effet pas de texte spécifique sur la création des écoles privées de santé. Ces écoles doivent par conséquent remplir les seules conditions génériques posées par le décret 94-276 / PRM pour tous les établissements privés d'enseignement. En outre, aux termes de l'article 11 du même décret, l'autorisation est accordée en l'absence de réponse de l'administration passé un délai de trois mois. Ceci résulte en un développement incontrôlé des écoles de formation privées de faible qualité en raison d'un cadre réglementaire laxiste²⁰.

- *Principales parties prenantes (inter)nationales et régionales qui sont les points de référence pour le secteur*
 - o Départements ministériels : depuis 2016, les responsabilités du Ministère de la santé, en matière de formations médicales ont été confiées aux ministères suivants :

¹⁹ Communication du Centre National des Examens et Concours de l'Education

²⁰ [Etude sur le secteur privé de la santé au Mali](#), BCG & IFC - 2010

- Le **Ministère de l'Education Nationale** (MEN) est responsable des formations secondaires diplômantes accessibles après le DEF (diplôme d'études fondamentales). Il s'agit des diplômes d'infirmier de premier cycle. Lors de la création d'une nouvelle école de santé et de l'ouverture d'une nouvelle filière de formation pour les infirmiers de 1^{er} cycle, le MEN, à travers sa **Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel** (DNETP) procède à une vérification, en associant la Direction des Ressources Humaines (DRH) du **Ministère de la Santé**. Malgré ces dispositions, études et communications personnelles convergent pour constater de graves faiblesses dans certaines écoles de santé privées, tant au niveau du respect du volume horaire annuel des enseignements (ne correspond à aucun critère officiel), que des équipements de démonstration ou même non-respect du contenu des formations que les écoles sont autorisées à dispenser par leur arrêté d'ouverture²¹. Enfin, bien qu'aucune décision de création ou arrêté d'ouverture des écoles enquêtées dans l'étude précédemment ne prévoit la formation des aides-soignants et matrones, celle-ci est pratiquée par presque toutes les écoles ;
- Le **Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique** (MESRS) est responsable des formations post bac. Il s'agit des diplômes d'infirmiers du second cycle, de sages-femmes et de médecins, ainsi que des diplômes de licence et de master ;

- o Association des promoteurs des écoles de santé privées

L'association compte 50 membres et se fixe, entre autres comme objectifs de participer à l'élaboration des programmes et curricula de formation.

- o Agence Malienne pour l'Assurance de la Qualité

Le processus de création d'une agence d'assurance qualité est en cours au Mali. Cette agence sera chargée d'évaluer la qualité des formations, des services offerts et de la recherche menée. Elle pourra encadrer les établissements en matière de référentiel de formation, de procédure de création et d'évaluation de nouvelles offres.

- o Agence Nationale d'Evaluation des Hôpitaux (ANEH)

L'ANEH est une structure qui dépend du Ministère de la santé et de l'hygiène publique existe depuis 15 ans et a pour activité essentielle l'évaluation de la qualité des soins hospitaliers. La structure est progressivement en train d'évoluer vers un mandat plus large (Agence nationale d'évaluation et accréditation de la santé), qui pourrait inclure l'accréditation des établissements de santé, depuis le CSCOM jusqu'aux hôpitaux, ainsi qu'un rôle dans la qualité des formations de santé.

- o Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS / WAHO)

L'OOAS est l'institution spécialisée de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en charge des questions de santé. Elle est investie par les Chefs d'Etat et de Gouvernement du mandat politique d'assurer la coordination régionale en matière de santé dans l'espace CEDEAO afin de promouvoir et de faciliter le mouvement des personnels de santé dans les pays membres de la CEDEAO. Elle a publié en 2014 un [curriculum de formation harmonisé des infirmiers et sages-femmes des pays membres de la CEDEAO](#). L'OOAS se

²¹ [Etat des lieux dans les écoles de santé privées de Bamako et Kati](#), Mohamed Ali Alhassane, 2012

focalise sur les formations du système LMD et n'a pas de curriculum harmonisé pour les formations d'infirmiers de premier cycle.

- o Le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur CAMES

Le Mali est membre du CAMES. De longue date, grâce à un rôle de coordination et de validation auprès des 19 pays membres, le CAMES joue un rôle crucial dans la régulation de la qualité en Afrique francophone. Ce rôle consiste, en premier lieu, à évaluer individuellement les compétences scientifiques et les aptitudes pédagogiques des enseignants-chercheurs et des chercheurs, en vue de leur promotion dans les institutions publiques. Mais ce rôle concerne aussi la procédure de validation menée jusqu'à présent dans le cadre d'une démarche volontaire, via le programme de reconnaissance et d'équivalence des diplômes (PRED), pour des offres de formations publiques et privées, mais où la participation des institutions privées d'enseignement supérieur est nettement plus forte. Plus récemment, le CAMES a mis en place un nouveau programme d'accréditation des établissements et des formations pour lequel des référentiels²² ont déjà été élaborés.

Gestion durable des ressources naturelles

- **Formations diplômantes**

- a) **Enseignement supérieur**

Jusqu'en septembre dernier, l'enseignement supérieur relevait du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS). Le remaniement ministériel du 9 septembre 2018 a transféré la charge de l'enseignement supérieur au Ministère de l'Education Nationale (MEN) et mis la recherche scientifique sous la tutelle du nouveau Ministère de l'innovation et de la Recherche Scientifique (MIRS) :

L'IPR/IFRA : L'Institut Polytechnique Rural de Formation et de Recherche Appliquée de Katibougou est le seul établissement supérieur dédié exclusivement à la formation agro-sylvo-pastorale au Mali. L'IPR/IFRA pour missions : la formation initiale des techniciens supérieurs dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du génie rural ; la formation initiale des ingénieurs agronomes, agroéconomistes, zootechniciens et des ingénieurs des eaux et forêts ; la promotion de la recherche scientifique et technologique ; la formation continue des cadres du développement rural et des jeunes diplômés désirant s'installer à leur propre compte dans le secteur rural ; la formation des communautés rurales.

Les principaux cycles de formation sont les suivants :

- Technicien supérieur (DUTS) ouvert aux titulaires du baccalauréat (séries sciences biologiques et sciences exactes) ou du diplôme de technicien ancien régime de l'IPR, sur examen de dossier pour une formation de deux ans.
- Ingénieur (en agronomie, zootechnie et eaux et forêts), ouvert aux titulaires du DEUG – Diplôme d'Etudes Universitaires Générales ou du DUTS pour une formation de trois ans ;
- Licence professionnelle : 8 filières, après laquelle 85% des diplômés vont travailler ;

²² [Les référentiels qualité du CAMES](#) – avril 2014

- Le cycle maîtrise en vulgarisation agricole, ouvert aux professionnels de la vulgarisation titulaires du diplôme de technicien ancien régime de l'IPR, pour une formation de quatre années.
- La Faculté d'Agronomie et de Médecine Animale (FAMA) de l'Université de Ségou (US).
- L'ISFRA : Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée est un établissement public rattaché à l'université de Bamako et placé sous la tutelle du Ministère de l'Education Nationale. Il offre des formations post-universitaires dans les domaines de l'environnement, des sciences du sol, de la protection des végétaux.
- L'Université des Sciences et Techniques de Bamako (USTTB)

b) Enseignement secondaire technique et professionnel (post-diplôme d'études fondamentales -DEF)

- Centres de formation agro pastorale et Instituts de formation professionnels : ils préparent au Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP, niveau DEF +2) et au brevet de technicien (BT, niveau DEF + 4). Il en existe plus de 140 sur le territoire national et environ 90% de ces structures sont privées. Publiques comme privées, elles sont sous la tutelle du ministère de l'éducation nationale (MEN), Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel (DNETP). Cette dernière est fortement impliquée dans le processus de révision des curricula, avec la Direction Nationale de la Pédagogie.
- Centre d'apprentissages agricoles (CAA) : ils préparent au Certificat d'Aptitude Professionnelle Agricole (CAPA, niveau DEF +2) et au brevet de technicien agricole (BTA, niveau DEF +4). Ils sont au nombre de 4 et sont placés sous la tutelle du ministère de l'agriculture. Ils accueillent principalement des agents d'appui conseil du ministère, mais aussi des jeunes lauréats du DEF, sur concours. Les agents techniques d'encadrements sont rattachés à la Direction Nationale de l'Agriculture et ses démembrements. Le taux d'encadrement visé est d'un agent pour 6 villages. Il se situe aujourd'hui plutôt aux alentours de 1 pour 20 villages.
- Les centres de formation pratiques (i) en Elevage (CFPE) de Sotuba, sous tutelle du Ministère de l'Elevage, et (ii) en foresterie (CFPF) de Tabakoro, sous tutelle du Ministre en charge de l'Environnement.

• **Formations qualifiantes**

- Les centres de formation professionnelle (CFP) : placés sous la tutelle du ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MEFP), Direction Nationale de la formation professionnelle (DNFP). Le ministère travaille actuellement sur l'harmonisation de leur offre de formation et sur les modalités de certification et de reconnaissance des qualifications. Il souhaite aller vers une formation professionnelle plus modulaire ;
- Centre de formation continue (CFC) de l'IPR, ouvert aux professionnels ;
- Centres privés, comme par exemple le Centre d'Etudes et de Formation des Entreprises (CEFE) de Niono.

Lacunes en matière de formation et éducation dans les thèmes concernés et axes d'intervention

Une visite d'identification a eu lieu en juin 2018 (plus de détails en annexe 3). Sur la base des discussions avec l'ambassade, des entretiens individuels avec les parties prenantes et des ateliers des parties prenantes au cours de cette visite, Nuffic propose les axes d'intervention suivants pour OKP :

Santé et Droits Reproductifs et Sexuels (des adolescents et des jeunes) SDRSAJ

Axe 1. Renforcer les capacités des acteurs institutionnels pour créer les conditions permettant d'assurer la qualité des formations des professionnels de la santé, en particuliers de ceux qui se trouvent en première ligne pour la santé de la reproduction.

- *Mise en œuvre prévue par l'intermédiaire de TMT et TMT+*

Axe 2. Renforcer la qualité de l'enseignement et de la formation le long de la colonne d'enseignement (para) médicale (auxiliaires de santé, techniciens de santé et techniciens supérieurs de santé) en vue d'améliorer la fourniture de soins de santé en matière de santé reproductive pour les jeunes et les adolescents. Etant donné l'envergure et la durée de vie d'OKP il sera pertinent de se focaliser sur une ou plusieurs interventions régionales, en complémentarité avec les autres interventions de l'ambassade, en associant les établissements de formation et d'enseignement, les autorités régionales et locales, les centres de santé, les acteurs de la société civile, etc.

- *Mise en œuvre prévue par l'intermédiaire de projets de coopération institutionnelle*

Axe 3. Renforcer l'intégration des aspects spécifiques aux adolescents et jeunes dans les curricula harmonisés ou à harmoniser au niveau sous-régional.

- *Mise en œuvre prévue par l'intermédiaire de TMT (+) et/ ou projets de coopération institutionnelle*

Gestion intégrée et durable des ressources naturelles (Nexus SAN/Eau)

Les principales lacunes en matière d'éducation et de formation dans ce thème sont les suivantes :

- Une offre de formation technique et professionnelle peu diversifiée, beaucoup axée sur des profils/curricula agro-pastoraux, qui ne répondent pas au besoin réel de diversifier vers les thèmes de la gestion et utilisation durable des ressources naturelles, de la planification agricole intégrée et de développement de chaîne de valeur Agricoles sources d'emplois et de revenus. Un changement à ce niveau pourrait aussi augmenter l'attractivité des métiers de l'agriculture pour la jeunesse ;
- Une offre de formation dans laquelle l'accès à des connaissances modernes et innovations issues des recherches appliquées est limité. Ce déficit forme un obstacle

pour aller vers une agro-industrie florissante, portée par des entrepreneurs dynamiques capitalisant sur les techniques modernes et l'utilisation d'innovations ;

- Une capacité réduite à établir et entretenir un continuum entre (i) les besoins en termes de nouvelles techniques ou connaissances, (ii) la recherche pratique et appliquée, (iii) la diffusion et intégration des innovations produites localement dans les curricula qui pourrait conduire à (iv) des offres de formation et des diplômés en adéquation avec les besoins réels ;
- Le manque d'équipements principalement lié au manque de moyens et d'esprit entrepreneur se traduit par des curricula trop théoriques ;
- Le lien avec le secteur privé est encore faible ;
- Les enseignants des écoles techniques et professionnelles (agricoles) n'ont pas l'opportunité de suivre de manière systématique une formation en pédagogie (apprentissage basé sur les compétences). D'autre part, ces enseignants ayant eux-mêmes suivi un curriculum théorique, dans lequel ils n'ont pas été exposés au secteur privé et à la culture entrepreneuriale, il est difficile pour eux de transférer des enseignements pratiques ;
- Des efforts et une réflexion fractionnée : certains curricula sont revus, pas tous, dans un nombre limité d'écoles et centres ;
- Un manque de moyen des structures d'encadrement telle que la DNETP pour accomplir les missions qui lui sont confiées ;
- Une analyse en profondeur et actuelle des parties prenantes (nationales et internationales), des actions en cours, des curricula révisés, des établissements et plateformes existantes, de l'avancée des réflexions sur les cadres de qualification et certification fait défaut. La dernière en date remonte à 2009²³.

Les atouts :

- La Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel (DNETP) est très engagée dans les réflexions de structuration du système : quel schéma institutionnel pour accompagner le PRODEC ? comment mutualiser certains équipement par une territorialisation ? quelle formation pour les enseignants de la formation professionnelle ? licence professionnelle ? comment assurer la certification des écoles privées ? quel rôle pour l'AMAQ ? comment renforcer le partenariat public-privé dans la formation technique et professionnelle ? etc.
- Une dynamique existante d'approches innovantes pour allier enseignement, agriculture, innovation et durabilité (plateforme [Agroforma](#)), en intégrant l'ensemble de la colonne d'enseignement ([FASAM](#)).

Axe 4. Renforcer l'offre de formation technique et professionnelle pour répondre d'une part au défi de la gestion et utilisation durable des ressources naturelles et d'autre part à la nécessité d'offrir des perspectives économiques aux jeunes et femmes en développant les chaîne de valeur Agricoles et la demande croissante de formations pratiques induite par la poussée démographique. Les interventions dans le cadre d'OKP devront compléter les

²³ [Les nouveaux dispositifs de formation professionnelle post-primaire, les résultats d'une enquête de terrain au Cameroun, Mali, et Maroc.](#) 2009

programmes SAN et GIRE de l'ambassade en se focalisant sur les mêmes zones d'intervention géographiques. Dans la mesure du possible, une approche régionale sera recherchée ;

- *Mise en œuvre prévue par l'intermédiaire de projets de coopération institutionnelle et TMT (+)*

Axe 5. Améliorer la disponibilité en enseignants / formateurs qualifiés pour l'enseignement technique et professionnel

Thème transversal Planification stratégique et Gestion Axée sur les Résultats (GAR)

Axe 6. Les discussions avec les parties prenantes et l'Ambassade des Pays Bas ont fait ressortir un besoin transversal de renforcement des capacités, commun à de nombreuses structures (départements ministériels, cellules de planification, agences, établissements d'enseignement et de formation), centré autour des capacités de gestion et de planification :

- Production, traitement et exploitation de données fiables pour définir une projection long terme réaliste ;
- Planification stratégique : élaboration d'une politique / d'une logique d'intervention pour que la projection se réalise ;
- Mise en œuvre d'une gestion axée sur les résultats : être en mesure de définir des indicateurs pertinents et de les mesurer régulièrement pour évaluer la progression vers le résultat final escompté.
 - *Mise en œuvre prévue par l'intermédiaire de TMT (+) et/ ou projets de coopération institutionnelle*

V. Réalisations attendues du programme et théorie du changement

Articulation entre OKP et la politique néerlandaise de coopération au développement

Sur la base de l'analyse des besoins, des consultations avec les parties prenantes, et de la [Théorie du changement globale de OKP](#), une théorie du changement pour le Mali a été formulée. Celle-ci indique de quelle façon les interventions au Mali devront s'inscrire dans le cadre de la [politique néerlandaise pour le commerce extérieur et la coopération au développement](#).

Plus précisément, toutes les interventions qui seront financées au Mali par OKP devront s'articuler dans le cadre des réalisations mentionnées ci-dessous. Il sera demandé aux partenaires potentiels souhaitant bénéficier d'une subvention, de **clairement préciser les contribution²⁴ attendue de leurs projets à ces réalisations, dès le stade de rédaction des propositions**. Ceci servira de critère de sélection. Le cadre de suivi et d'évaluation d'OKP ([M&E framework](#)) vise guider les partenaires pour concevoir des interventions qui contribueront de

²⁴ Par contribution, nous entendons ici l'action de contribuer aux réalisations attendues d'OKP au Mali, en termes d'impact à long terme.

manière cohérente et mesurable à ces objectifs à long terme de la politique de coopération néerlandaise <https://www.dutchdevelopmentresults.nl/theme/>.

Réalisations attendues du programme

Le programme OKP au Mali vise les résultats et impacts suivants :

Impacts à long terme SDR :

- Meilleure information et plus grande liberté de choix des jeunes en matière de sexualité ;
- Amélioration des soins de santé publics et privés pour la planification familiale, les grossesses et les accouchements, y compris les avortements sans risque.

Impacts à long terme concernant le thème la sécurité alimentaire et nutritionnelle/ de Gestion Durable des ressources naturelles :

- Stimuler la croissance de la productivité agricole ;
- Créer des systèmes de production écologiquement durables ;
- Gestion durable et équitable des ressources en eau au niveau national.

Impacts à moyen-terme (medium-term impact) :

- I. le système éducatif (Enseignement et Formation Techniques et Professionnels / Enseignement Supérieur - EFTP / ES) est de bonne qualité, pertinent et accessible (ODD 4) ;
- II. les partenariats entre les personnes et les organisations sont durables et inclusifs (ODD 17) ;
- III. les organisations clés pour le développement (sectoriel) inclusif des pays partenaires sont renforcées par un afflux de travailleurs qualifiés.

Réalisations au niveau des projets (outcomes) :

- A. Les établissements d'EFTP / ES (au Mali et aux Pays-Bas) accomplissent mieux leurs missions essentielles, fermement ancrées dans l'environnement dans lequel elles opèrent (en réponse aux besoins du marché du travail et visant à l'inclusion) ;
- B. Les connaissances et les compétences des individus et des organisations sont améliorés (au Mali et aux Pays-Bas, en réponse aux besoins du marché du travail et visant à l'inclusion).

L'annexe 6a et 6b montre schématiquement comment la théorie du changement du programme OKP fait le lien avec les théories du changement thématiques du MAE néerlandais en matière de SDR et de SAN/ eau.

L'annexe 7 reprend les réalisations attendues aux différents niveaux (programme, pays, projet) en y associant des indicateurs. Elle forme la base du cadre de suivi évaluation du programme pour les différents niveaux.

VI. Articulation du programme et procédures de publication des appels à proposition

OKP propose différents types d'interventions de renforcement des capacités :

1. Des projets de coopération institutionnelle entre établissements d'enseignement technique et professionnel et d'enseignement supérieur, localement et aux Pays-Bas ;
2. Formation sur mesure (TMT) pour les groupes ;
3. Des bourses individuelles pour les professionnels en milieu de carrière ;
4. Événements Alumni.

Une d'attention particulière sera réservée aux questions de genre pour chacune des interventions proposées

Bourses individuelles

Pour bénéficier d'une bourse individuelle (formation longue / cours de courte durée), les candidats devront postuler dans les thématiques éligibles au Mali que sont la Sécurité Alimentaire et Nutrition, l'eau et la Santé et les Droits Sexuels et Reproductifs. La procédure d'attribution des bourses est consultable sur le site : (<https://www.studyinholland.nl/scholarships/highlighted-scholarships/orange-knowledge-programme>).

TMT, TMT+ et projets de coopération institutionnelle

Pour les axes d'intervention décrits au paragraphe 4.4, des TMT, des TMT+ et des projets de coopération institutionnelle pourront être mis en œuvre.

La différence entre les TMT et TMT+ réside dans le montant maximal (respectivement 75.000€ et 400.000€) et la durée de mise en œuvre maximale (respectivement 12 mois et 24 mois). Tous les TMT et TMT+ mis en œuvre au Mali dans le cadre du programme OKP devront contribuer de manière directe et concrète à un ou plusieurs axes d'interventions décrits au paragraphe 4.4. Il faut aussi noter que sous OKP, seules des propositions conjointes émanant d'un partenariat entre une organisation Malienne et une Néerlandaise pourront être soumises à un financement TMT. Enfin, les organisations éligibles au financement de type TMT et TMT+ sont les suivantes :

- côté Malien : ministères, établissements d'enseignement secondaire et supérieur, professionnel ou universitaire, organisations du secteur privé et entreprises (parapubliques), ONG, commissions, centres de recherche ;
- côté Néerlandais : établissements d'enseignement secondaire et supérieur, professionnel ou universitaire ou d'autres types d'organisations dispensant des cours de formation pédagogique et contribuant également au renforcement des thèmes prioritaires pour le Mali.

La Nuffic publiera des appels à projets de coopération institutionnelle et de formation de groupe. Sur la base de ces appels, les organisations clés du Mali et des Pays-Bas sont invitées à soumettre des propositions alignées sur le CPI et contribuant aux résultats et à l'impact de la Théorie de Changement figurant aux annexes 3 et 4. Veuillez-vous reporter au cadre politique ([Policy Framework](#)) qui sous-tend le OKP et une explication des différentes modalités OKP ([OKP modalities](#).)

Pour les bourses, veuillez consulter le site Web des bourses OKP, ([OKP scholarship website](#)) . Pour les mises à jour sur les appels et autres informations sur OKP, veuillez-vous inscrire via le site Web des mises à jour OKP. *Calendrier indicatif* :

Étape	Date
CPI Mali publiée sur le site de Nuffic	Janvier 2019
Premier appel à propositions conjointes / TMT publié sur le site de Nuffic	Premier trimestre 2019
Journée d'information / Webinar sur le Mali organisée par Nuffic	Février 2019
Date limite de soumission des propositions	6 à 8 semaines après la date de publication
Sélection des partenaires	4 à 6 semaines après les délais des appels à proposition
Démarrage des projets dans le cas des propositions conjointes	Après approbation des projets. La date des débuts des projets est fixée par les organisations qui soumettent les projets

VII. Budget indicatif pour le programme

À titre indicatif, le budget convenu pour la durée du programme est le suivant :

Période de mise en œuvre 2018 – 2022 :	SDSR	Gestion Durable des Ressources Naturelles (Nexus SAN/Eau)	Renforcement des capacités de planification stratégique	Total
Coopération institutionnelle multi annuelle	2.200.000	2.530.000	0	4.730.000
TMT+	400.000	500.000	300.000	1.200.000
TMT	270.000	270.000	270.000	810.000
Bourses individuelles	1.125.000	1.125.000	0	2.250.000
Alumni events		10.000		10.000
Total	3.995.000	4.425.000	570.000	9.000.000

Note : Les fonds alloués au programme dans son ensemble et au programme de chaque pays partenaire peuvent être sujets à changement, ce qui peut affecter le budget indicatif ci-dessus. Le budget peut également évoluer en fonction des décisions politiques prises par les autorités. En conséquence, Nuffic se réserve le droit d'ajuster ce budget indicatif et s'engage à informer immédiatement les parties concernées dans ce cas.

VIII. Harmonisation et coordination avec d'autres projets et programmes (inter)nationaux

Cette partie décrit la stratégie adoptée pour garantir que les activités OKP sont identifiées et mises en œuvre en coordination avec les programmes menés par l'ambassade des Pays-Bas, le gouvernement Malien, les ONG et les partenaires techniques et financiers (PTF).

Nuffel organisera, en consultation avec l'ambassade, des missions de suivi au cours desquelles des réunions seront organisées avec les autorités compétentes et d'autres parties prenantes (PTF, ONG, secteur privé, etc.), afin de discuter de tout changement de contexte susceptible d'avoir une incidence sur la mise en œuvre du programme OKP.

Un nombre très élevé de partenariats et de projets coexistent au Mali dans les domaines de l'éducation en général, de la santé de la reproduction ou de la gestion des ressources naturelles. Il est crucial que dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets OKP, les partenaires potentiels aient un aperçu réaliste de ces partenariats et agissent en complémentarité. Il s'agit notamment des programmes suivants (liste non exhaustive) :

Dans le domaine de l'enseignement en général

- *Projet de Développement des Compétences et Emploi des Jeunes (PROCEJ)* : financé par la Banque Mondiale, ce projet court sur la période 2014 – 2020 et vise à soutenir l'éducation et la formation pour des opportunités d'emploi axées sur l'employabilité et le secteur privé pour les jeunes. L'intervention s'axe à la fois
 - o Sur l'éducation et la formation pour une meilleure employabilité, en se coordonnant avec la DNETP et la DNFP pour un appui aux centres de formation publics (IFP et CFP) et privés, en ciblant 4 secteurs (BTP, mines, agroalimentaire et cuirs et peaux) et en appuyant l'École Normale d'Enseignement Technique et Professionnel (ENETP) ;
 - o Sur la création d'emploi pour les jeunes à travers l'appui au secteur privé avec un appui à l'entrepreneuriat, un appui aux PME existantes et un système de garantie de prêt.
- Lude est le chef de file des PTF pour le cadre de concertation autour de la formation professionnelle au Mali. Par ailleurs, Lude agit pour l'amélioration de la structure du secteur de la formation professionnelle dans le monde rural ([projet Formation et insertion professionnelle](#)).
- *Améliorer la compétitivité des entreprises par la formation professionnelle (ACEFOR)* : ce projet financé par l'AFD vise aussi l'amélioration de la qualité du dispositif de formation professionnelle et cible des métiers du secteur para-agricole.

Dans le domaine de la santé de la reproduction

- *Projet DECLIC* : financé par le Canada, le projet est mis en œuvre depuis 2010 et a pour objectif de contribuer à rendre disponibles en quantité et en qualité les ressources humaines de première ligne en santé au Mali. Le projet implique le Ministère de la santé et de l'hygiène publique, la Faculté de médecine, pharmacie et odonto-stomatologie (FMOS), l'Institut National de Formation aux Soins de la Santé (INFSS) et des Centres de santé communautaires universitaires (CS-COM-U). FMOS et INFSS sont aussi des partenaires du programme NICHE (voir annexe 2).
- *FNUAP* : le FNUAP est le chef de file du groupe des partenaires techniques et financiers au Mali sur la santé. A ce titre, les partenaires potentiels devront s'assurer d'avoir une bonne connaissance de la stratégie de ce groupe au Mali. En matière notamment de santé et droits sexuels, le FNUAP identifie les adolescentes comme un groupe cible

crucial sur lequel il faut axer les initiatives et les énergies pour favoriser le développement du pays. Investir au niveau des jeunes et des adolescentes est reconnu comme une stratégie prometteuse pour l'avenir²⁵.

Dans le domaine de gestion durable des ressources naturelles

- Formation agricole pour la sécurité alimentaire au Mali ([FASAM](#)) : financé par la Coopération Canadienne, le projet court sur la période 2014-2020 et vise à améliorer l'offre de formation agricole, développer une main d'œuvre qualifiée, et favoriser la création d'emploi pour les jeunes. Ce projet appuie des établissements sur toute la colonne d'enseignement agricole (niveau professionnel – CAA, technique – IFP et universitaire – IPR/IFRA).
- La GIZ se positionne sur une approche innovante misant sur l'amélioration des revenus des exploitations familiales et la création d'emploi dans les régions rurales grâce à des innovations dans le secteur agricole et agroalimentaire. A ce titre, la GIZ a soutenu la création de [centres d'innovations vertes](#), notamment au Mali, pour favoriser le développement et la diffusion de connaissances et de savoir-faire, dans la mesure du possible en coopération avec des établissements de formation ou de recherche existants. En complément, l'Allemagne soutient aussi un programme d'accompagnement de la recherche pour des innovations agricoles. Un récent rapport²⁶ de ce programme souligne d'ailleurs l'importance de la collaboration entre les structures de la recherche et de l'innovation au Mali et le ministère de l'éducation nationale.

²⁵ [Santé et droits sexuels et de la procréation des adolescentes au Mali](#). Equipop, FNUAP, November 2017.

²⁶ [Innovation for sustainable agricultural growth in Mali](#). ZEF, FARA, IER - 2017

IX. Suivi du programme

Les organisations participant au programme OKP sont invitées à rendre compte de l'avancement de leurs projets et des bourses en utilisant un outil de suivi axé sur les résultats. Cet outil est développé par Nuffic et sera mis à la disposition des partenaires de mise en œuvre des projets. Ils enregistreront également leurs réussites et leurs échecs afin que des leçons puissent être tirées dans le cadre d'une approche d'apprentissage organisationnel.

Nuffic a la responsabilité du suivi et de l'évaluation de l'atteinte des réalisations au niveau pays et programme et discutera régulièrement des progrès avec l'ambassade et d'autres parties prenantes. En particulier concernant les progrès réalisés concernant les résultats indiqués ci-dessus et les succès et échecs, ainsi que des suggestions pour remédier aux échecs et, si possible, redéfinir stratégies et ajuster les prévisions en fonction des résultats visés.

Annex 1: Brief presentation of the OKP programme

The Orange Knowledge Programme (OKP) is the successor to the Netherlands Fellowship Programmes (NFP) and the Netherlands Initiative for Capacity Development in Higher Education (NICHE). The Orange Knowledge Programme merges the two preceding programmes into a single integrated approach, with the addition of new elements including increased involvement of alumni, attention to cooperation between knowledge organisations, and communication focusing on the presentation of results.

The main objective is to contribute to sustainable and inclusive development through the strengthening of organisations key to sectoral development in OKP partner countries. This will be achieved by developing the capacity, knowledge and quality of individuals as well as organisations both in the field of Technical and Vocational Education and Training and Higher Education (TVET/HE) and in other fields related to the priority themes in the OKP partner countries.

To reach this vision, the programme will focus on the following medium and long-term outcomes:

- education system (TVET/HE) is of good quality, relevant and accessible (SDG 4);
- organisations key to (sectoral) inclusive development of partner countries are strengthened by inflow of enhanced workforce;
- partnerships between persons and organisations are sustainable (SDG 17).

Reference is being made to the [Theory of Change for the OKP programme](#).

The programme will be implemented through three types of interventions:

- individual scholarships,
- group trainings and
- institutional projects.

In Mali the three instruments will be offered in the form of an integrated approach.

The following basic principles govern the programme:

- *Innovation:*
Is key to the development and implementation of the programme and is incorporated in all aspects of the programme.
- *Reciprocity and equality:*
More attention should be devoted to reciprocity and ownership should shift to the Technical and Vocational Education and Training and Higher Education (TVET/HE) organisations in partner countries. This means that the Southern partners play an active role in the design of collaboration projects, both as submitters and as reporters of progress. The new programme will also provide more opportunities for the joint financing of scholarships, training programmes or projects with the Southern region partners, reinforcing ownership and involvement.
- *Flexibility:*

This concerns flexibility in implementing the programmes as far as themes, countries, duration and financing methods are concerned, depending on the demand and the context. Flexibility is also required in any modifications that need to be made in response to changes in the context within which the programme is implemented.

- *Demand-driven approach:*
Is key regarding ownership, sustainability and the efficient use of resources. Important components include collaboration between Southern and Northern institutions, a comprehensive analysis based on available knowledge and reports, and the use of alumni.
- *Complementarity:*
The Knowledge Development Programme must be closely aligned with other centralised and decentralised programmes.
- *Co-financing:*
Where worthwhile and possible, the programme must stimulate co-financing.
- *Inclusion:*
The programme provides opportunities for marginalised and discriminated groups and integrates a gender perspective.
- *Focus on results:*
The programme focuses on presenting results stemming from knowledge development at individual, institutional and group levels.
- *Alumni:*
The programme creates a connection between knowledge professionals in the Southern region and the Netherlands. The new programme therefore places greater emphasis on alumni policy in all instruments.

Annexe 2: Liste projets NICHE et informations sur NFP

Project	Project Name	Policy Themes	Grant Amount	Project Outcome	Start Date	End Date	Requesting Organisation	RO Consortium Partners	Provider	Provider Consortium Partners
NICHE-MLI-192	Renforcement des capacités de la FAMA de l'US dans la formation professionnalisante pour la promotion de la sécurité alimentaire dans la région de Ségou - US/RECASA	Food security	€ 1.348.927	Strengthening US/FAMA in order to deliver graduates, research results and services that allow important agricultural value chains for food security in the region of Ségou to perform better, whilst integrating the needs of the labour market and gender equality.	15-12-2013	15-12-2018	Université de Ségou		ICRA	2iE; Montpellier SupAgro
NICHE-MLI-215	Modernisation et Professionnalisation de huit Etablissements du Supérieur (MPES)	FNS, SRHR	€ 2.992.962	Capacités des huit établissements du supérieur (organisations sollicitantes) au terme du projet : Bonne gouvernance, avec une attention particulière pour le genre, la gestion, l'assurance qualité, la capacité d'offrir des formations continues et celle d'appuyer la création d'entreprises et l'insertion professionnelle des diplômés.	1-9-2014	31-8-2018	Ministère de l'Enseignement Supérieure	ENI-ABT, ULSHB, US, USJPB, USSGB, USTTB	CINOP Global	AUA ; SARL Cocktail-Office ; Univ. Cl. Bernard; YES Inc MALI
NICHE-MLI-216	Accréditation et renforcement durable des capacités de l'Institut National de Formation en Sciences de la Santé (INFSS-SR-ACCR) en santé de la reproduction	SRHR	€ 1.495.507	Au terme de projet, l'INFSS aura des capacités à : <ul style="list-style-type: none"> • Offrir un programme reconnu, cohérent, pertinent et durable de formations intégrant le thème de la santé de reproduction, de recherche et de services, avec une attention particulière pour le genre et pour les exigences du marché de l'emploi. • Accompagner les écoles privées et publiques dans leur processus d'accréditation. 	1-12-2014	30-11-2019	Institut National de Formation en Sciences de la Santé		Royal Tropical Institute	MDF Training & Consultancy

NICHE-MLI-248	Renforcement des capacités de formation et de recherche en santé de la reproduction au Mali	SRHR	€ 499.802,00	At the end of the project, FMOS-DERSP has the academic and organisational capabilities to deliver qualified graduates able to offer high-quality reproductive- health services.	1-8-2015	31-7-2019	DERSP		Royal Tropical Institute	MDF Training & Consultancy University Amsterdam
NICHE-MLI-251	GIRE - renforcement des institutions de l'enseignement supérieur	FNS, SROL, Water	€ 1.400.977,00	On completion of the project, the four applicant organisations will have acquired the capacity 1. to prepare graduates of their initial and continuing vocational training programmes to meet the needs of the labour market and private sector through courses integrating the gender dimension, and to enable them to offer good water resources management, adopting an IWRM approach in their daily work. 2. to change, both jointly and through multi-stakeholder networking.	1-10-2016	30-9-2020	USTTB	ENI-ABT, IPR/IFRA, USJPB, USTTB	ICRA	Montpellier SupAgro
NICHE-MLI-252	Le renforcement des capacités des Ecoles de la Gendarmerie	Security and the rule of Law	€ 749.971,00	By the end of the project, the applicant organisation will have the capacity: 1) To adapt initial and continuing vocational training to contextual changes and needs (such as transnational challenges, gender challenges, human rights challenges and challenges associated with the credibility of the judicial system). 2) To manage schools and colleges efficiently and effectively through a growing capacity for the gender-specific management of their administrators and other staff.	1-9-2016	31-8-2020	L'Ecole des officiers de la Gendarmerie		MDF Training & Consultancy	Leiden University of Applied Sciences

NICHE-MLI-253	Renforcement des capacités de l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako - USJPB	Security and the rule of Law	€ 499.170,00	By the end of the project, the academic and organisational capabilities of USJPB (Université des Sciences Juridiques et Politique de Bamako) will be sustainably strengthened 1) with a view to the development and provision of good-quality continuing and initial courses in order to train graduates meeting national needs in matters of security, human rights and gender. 2) so that the institution will be recognised as a key stakeholder in establishing a credible and transparent judicial system.	1-1-2017	31-12-2020	USJPB		CINOP Global	CIFDHA ; Utrecht University
---------------	--	------------------------------	--------------	---	----------	------------	-------	--	--------------	-----------------------------

NFP Scholarships, Tailor-Made Training and Refresher courses

NFP Bourses individuelles

NFP fellowships are awarded to highly motivated professionals. Candidates must be nominated by their employers. After completing their training, the fellows return to their original workplace. This ensures the training is embedded within the employing organisation.

Candidates improve their knowledge and skills, learn about relevant global developments in their field and build an international network. The result is twofold: the employing organisation has directly invested in staff development and the professional has gained an asset for their further career.

The NFP has sub-programmes that enable candidates to participate in a range of Dutch master's degree programmes, short courses or do a PhD. Next to fellowships for individual training, the NFP also offer funding for group trainings like tailor-made training and refresher courses.

Please note that the amounts provided in the tables below are an indication.

Average costs per NFP scholarship

Sub Programme	Euro's
1 master's Degree Programme (MA)	€37.000
1 PhD	€82.000
1 Short Course (SC - course court)	€7.500

2015 - NFP bourses individuelles

Programme	Genre	nb. Candidats	Bourses Attribuées	Montant des bourses			Thème		
				SDP	Eau	SDSR	SAN	Autre	
NFP – MA	F	0	0	€ 0	0	0	0	0	0
	M	6	0	€ 0	0	0	0	0	0
NFP - PhD	F	0	0	€ 0	0	0	0	0	0
	M	0	0	€ 0	0	0	0	0	0
NFP - SC	F	6	0	€ 0	0	0	0	0	0
	M	44	0	€ 0	0	0	0	0	0
Total		56	0	€ 0	0	0	0	0	0

2016 - NFP bourses individuelles

Programme	Genre	nb. Candidats	Bourses Attribuées	Montant des bourses			Thème		
				SDP	Eau	SDSR	SAN	Autre	
NFP - MA	F	0	0	€ 0	0	0	0	0	0
	M	1	0	€ 0	0	0	0	0	0
NFP - PhD	F	0	0	€ 0	0	0	0	0	0
	M	0	0	€ 0	0	0	0	0	0
NFP - SC	F	9	1	€ 5.537	0	0	1	0	0
	M	22	2	€ 14.825	0	1	0	1	0
Total		32	3	€ 20.362	0	1	1	1	0

2017 - NFP bourses individuelles

Programme	Genre	nb. Candidats	Bourses		Montant			Thème	
			Attribuées		des bourses				
			SDP	Eau	SDSR	SAN	Autre		
NFP - MA	F	0	0	€0	0	0	0	0	0
	M	0	0	€0	0	0	0	0	0
NFP - PhD	F	0	0	€0	0	0	0	0	0
	M	0	0	€0	0	0	0	0	0
NFP - SC	F	0	0	€0	0	0	0	0	0
	M	12	0	€0	0	0	0	0	0
Total		12	0	€0	0	0	0	0	0

NFP Formation de groupe

Next to fellowships for individual training, the NFP also offer funding for group trainings like tailor-made training and refresher courses.

In the table below, you find an average of costs for each type of group training:

Average costs per type of group training

Type of group training	Euro's
1 Tailor-made trainings	€70.000
1 Refresher Course	€75.000

A. NFP formation Tailor-made

The NFP tailor-made training (TMT) programme is meant to improve the overall functioning of an organisation by training a selected group of staff. An organisation facing constraints in achieving its goals can (partly) eliminate these constraints with a tailor-made training course.

Herewith an overview of the TMT's regarding subjects and the organisations and Dutch institutions involved. The table below includes also co-financed tailor-made trainings:

Année	Organisation demandeuse	Institution néerlandaise	Sujet Thème politique	Frais en Euro	Cofinancé
2015	Association des organisations Professionnelle paysanne	Vrije Universiteit Amsterdam	Strengthening capacity of AOPP through a training in ICTs for rural development, in the benefit for food security in Mali	74.192	0

B. NFP Refresher Courses

The NFP also offer funds for refresher courses for alumni, to increase the impact and prolong the effect of previous training. A refresher course is a tailor-made training course initiated by a Dutch institution or by NFP alumni. The courses contribute to the institutional development of the alumni's employing organisations and prolong the impact of the original training.

No NFP refresher courses have been **implemented in the last 4 years.**

Annexe 3: Visite d'identification - processus et organisations rencontrées

La visite d'identification du programme OKP au Mali s'est effectuée du 7 au 21 juin 2018. En plus de réunions bilatérales (voir ci-dessous la liste des organisations rencontrées), Nuffic a organisé deux ateliers des parties prenantes sur les thématiques SDR et Gestion durable des ressources naturelles.

Prénom, NOM	Fonction	Organisation
Adama Ouedraogo	Specialiste education	Banque Mondiale
Charles Pouliot	Directeur du projet pour l'employabilité des jeunes au Mali - PEJM	Education internationale
Pierre Desjardins	Conseiller technique PEJM	Education internationale
Lamine Diassana	Coordonateur national PEJM	Education internationale
Modibo Touré	Assistant du Représentant, chargé du Programme	FAO
Paula Dobbelaar	CTP - Conseiller Technique Principale - GIRE	Ministère de L'Energie et L'Eau au Mali
Ogabassa Saye	Directeur national adjoint	DNETP (Direction nationale de l'enseignement technique et professionnel) - Ministère Education Nationale (MEN)
Mahamadou Garba Abdou	Coordonnateur technique Projet	Formation agricole pour la sécurité alimentaire au Mali (FASAM)
Pr Mahamoudou FAMANTA	Directeur	IPR/IFRA
Charles Lovis BAKYONO	Représentant Pays GRET, Mali Assistant Technique National du projet ACEFOR	GRET / MEFP / DNFP
Ruud van Soelen	Development Advisor PASSIP / CIV / IPR-IFRA	GIZ / IPR-IFRA
Dr. Bah NAPO	Directeur	Centre d'Études et de Formation des Entreprises (CEFE) membre du réseau AGROFORMA
Bougouna SOGOBA	Directeur	Association Malienne d'Eveil au Développement Durable (AMEDD)
Grégoire Gailly	Directeur régional Afrique de l'Ouest	GERES (Groupe Energies renouvelables, Environnement et Solidarités)
Kadari Traoré	Coordinateur et membre d'AMEDD	GERSDA (Groupe d'étude et de recherche en sociologie et droit appliqué)
Yaya Coulibaly	Directeur	CAA de Samanko
Karim Sanogo	Agent de liaison Formation technique et professionnelle	Projet FASAM
Yacouba Garba Maïga	Conseiller technique	ministère de la jeunesse et la construction citoyenne
Adama Tiémoko DIARRA	Ministre	Aménagement du territoire et de la population
Souleymane Dolo	Président	Groupe pivot santé population
Oumar Tamboura	DNA - Adjoint	DNA - Minagri

Amadou Cheick Traoré	Chef de Division Formation Agricole et Rurale	DNA - Minagri
Lucien MANGA	Représentant	OMS
Josiane Yaguibou	Représentante	UNFPA
Thomas Zoungrama	Chargé de programme	UNFPA
Georges Akibode	Network development Point Focal Jeunesse et Entreprenariat Agricole	Agriprofocus
Dr Hubert Balique	Coordinateur PADSS	Ministère santé et hygiène publique / AFD
Dr Hamadoun Garba CISSE	président fondateur / président de l'association des écoles privées de santé	Ecole de santé du Bouctou
Mr Siaka Ballo	Responsable pédagogique	Ecole de Santé de Bamako
Yaya Coulibaly	Directeur	CAA de Samanko
Ismaïla Alhassane	Chargé de programme formation professionnelle	Bureau de la coopération suisse au Mali
Etienne Coulibaly	Directeur	DRH Min Santé
Romy Appelman	YEPper	Agriprofocus
Assetou Kanoute	chargée de mission	MESRS
Assetou Samake	Madame le Ministre	MESRS
M. Maiga	Directeur	DNETP (Direction nationale de l'enseignement technique et professionnel) - Ministère Education Nationale (MEN)
Franck Merceron	Directeur	Swiss contact
Takimady Keita	Coordinateur national PAFP	Swiss contact
Bakary Cisse	PADES/NICHE	
Karim Camara	Directeur	ANEH
Dr. Bréhima Adama Diallo	chef de division santé publique	ANEH
Pr Mahamane MAIGA	Directeur de l'AT	Projet DECLIC (INFSS)
Dr Tiguida Sissoko	Directrice adjointe	DECLIC

Annexe 4: données sur le type de personnel assistant l'accouchement et dispensant les soins prénataux

Tableau RH.7: Assistance à l'accouchement

Pourcentage de femmes âgées de 15-49 ans ayant une naissance au cours des deux années précédant l'enquête selon le type de personnel ayant assisté l'accouchement, et pourcentage d'accouchements par césarienne, Mali, 2010

		Personne assistant l'accouchement									Total	Un personnel qualifié ¹	Pourcentage d'accouchement par césarienne ²	Nombre de femmes ayant donné une naissance vivante dans les 2 dernières années
		Médecin	Sage femme	Infirmière Obstétricienne	Autre Infirmier	Matrone	Accoucheuse Traditionnelle	Parente /Amie	Autre/ Manquant	Pas d'assistance				
Région	Kayes	1,1	12,7	3,9	1,6	25,9	32,3	14,1	1,2	7,2	100	19,3	2,6	1460
	Koulikoro	2,9	18,5	6,7	1,1	38,0	22,7	5,1	1,5	3,6	100	29,2	3,6	1988
	Sikasso	1,2	10,0	0,5	0,3	56,4	12,9	9,9	0,5	8,4	100	11,9	2,4	2024
	Ségou	1,7	19,7	3,2	2,3	19,6	22,6	18,2	4,1	8,7	100	26,8	3,9	1752
	Mopti	1,4	12,0	2,1	0,1	16,5	43,6	19,3	1,4	3,6	100	15,6	1,2	1283
	Tombouctou	0,7	12,5	,0	0,4	13,7	25,0	35,0	3,9	8,9	100	13,5	0,6	501
	Gao	2,0	21,4	1,9	0,4	12,7	32,1	26,5	1,4	1,6	100	25,7	2,8	370
	Kidal	1,5	12,3	3,0	0,0	5,8	25,2	38,2	5,0	8,9	100	16,9	1,2	27
Milieu de résidence	Bamako	10,1	74,4	4,6	1,0	3,7	0,7	1,2	2,8	1,4	100	90,2	11,5	1300
	Urbain	7,0	62,6	3,8	0,7	12,3	4,8	4,1	2,5	2,2	100	74,0	8,4	2523
Age de la mère	Rural	1,4	9,6	3,1	1,1	32,8	27,9	15,5	1,8	6,8	100	15,2	2,4	8181
	Moins de 20 ans	2,5	23,9	4,1	1,2	30,4	19,3	13,4	2,1	3,0	100	31,7	3,0	2153
Lieu d'accouchement	20-34 ans	2,5	22,1	3,2	1,1	27,2	22,8	12,7	2,0	6,4	100	29,0	3,8	7131
	35-49 ans	3,8	19,3	2,1	0,5	28,4	25,4	12,5	1,3	6,6	100	25,7	5,0	1420
Instruction de la femme	Secteur public de santé	4,2	37,9	5,6	1,7	48,2	0,1	0,1	0,5	1,6	100	49,4	6,5	5744
	Secteur médical privé	18,7	65,5	4,3	1,0	3,2	0,0	0,0	3,8	3,5	100	89,5	16,0	196
	Domicile	0,2	1,1	0,4	0,2	4,7	51,6	29,2	1,8	10,9	100	1,9	0,0	4638
	Autre	(2,5)	(20,1)	(0,0)	(0,0)	(8,8)	(4,5)	(32,6)	(11,0)	(20,5)	(100)	(22,6)	(0,0)	36
	Manquant/NSP	0,0	4,7	0,0	0,0	1,3	0,6	0,0	92,1	1,3	100	4,7	1,0	91
Quintile du bien-être économique	Aucune	1,7	16,4	3,2	1,0	28,7	26,2	14,6	1,7	6,5	100	22,3	2,7	8428
	Primaire	3,3	34,0	3,3	1,5	30,1	12,3	9,0	2,7	3,9	100	42,0	4,7	1395
	Secondaire et plus	11,0	57,6	4,3	0,6	18,1	2,1	1,8	2,9	1,7	100	73,5	12,7	882
	Le plus pauvre	0,9	4,3	1,2	1,2	25,1	41,9	18,1	1,9	5,4	100	7,6	1,4	2294
Total	Second	1,2	7,2	2,2	1,1	31,5	29,4	18,6	2,5	6,3	100	11,7	1,6	2322
	Moyen	1,3	11,4	4,0	0,7	35,3	22,6	15,6	1,2	7,9	100	17,4	2,1	2248
	Quatrième	2,5	34,0	4,2	1,5	33,9	9,3	6,9	1,7	5,9	100	42,2	4,7	2152
	Le plus riche	9,3	65,9	5,4	0,5	9,7	2,8	1,4	2,5	2,4	100	81,1	11,1	1689
Total	2,7	22,1	3,3	1,0	28,0	22,4	12,8	1,9	5,7	100	29,1	3,8	10705	

¹ MICS indicateur 5.7; MDG indicateur 5.2 ; ² MICS indicateur 5.9; () : Basé sur 25 à 49 cas non pondérés

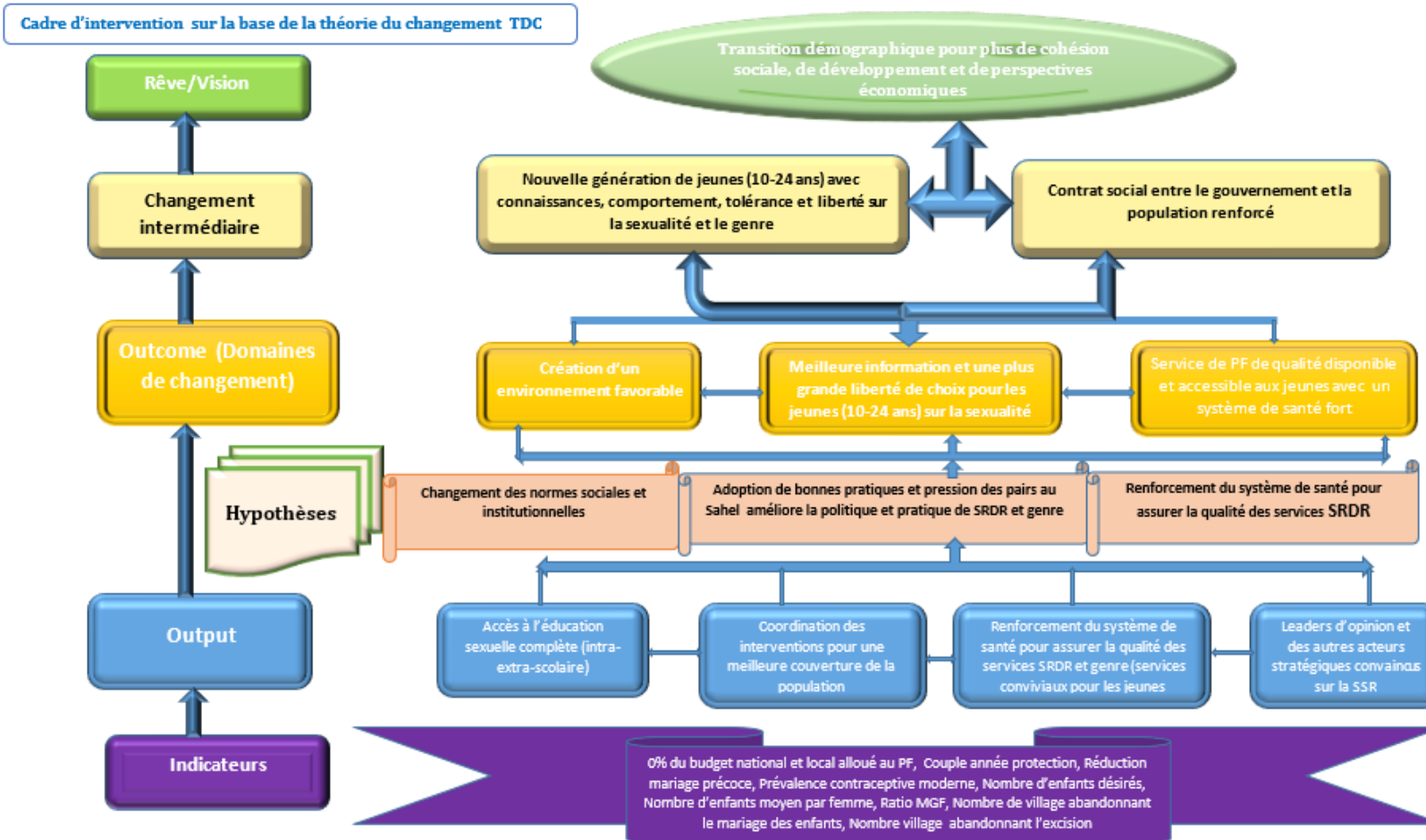
Tableau RH.4: Couverture des soins prénatals

Pourcentage de femmes âgées de 15-49 ans ayant donné naissance au cours des deux années précédant l'enquête par type de personnel dispensant les soins prénatals, Mali 2010

		Personne dispensant les soins prénatals								Total	N'importe quel personnel qualifié ¹	Nombre de femmes ayant donné naissance au cours des deux années précédentes
		Médecin	Sage-femme	Infirmier (e) obstétricien(ne)	Autres infirmiers	Matrone	Accoucheuse traditionnelle	Autre	Pas de soins prénatals reçus			
Région	Kayes	1,0	15,5	4,5	1,4	44,2	0,0	1,1	32,2	100	22,4	1460
	Koulikoro	1,5	22,6	7,2	0,7	44,0	0,0	0,2	23,6	100	32,1	1988
	Sikasso	0,2	11,0	0,5	0,1	62,0	0,2	0,3	25,5	100	11,8	2024
	Ségou	0,8	26,3	3,4	4,4	38,5	0,5	1,5	24,6	100	34,9	1752
	Mopti	0,3	23,7	8,4	0,5	37,4	0,3	0,2	29,3	100	32,9	1283
	Tombouctou	1,3	22,1	1,0	0,9	36,4	0,1	0,9	37,3	100	25,3	501
	Gao	1,4	35,9	5,7	0,5	32,4	0,4	0,1	23,7	100	43,5	370
	Kidal	1,7	19,6	5,4	2,7	12,1	0,0	,0	58,4	100	29,4	27
	Bamako	5,8	78,9	4,5	1,4	2,8	0,0	1,6	5,0	100	90,6	1300
Milieu de résidence	Urbain	3,7	67,8	3,8	0,9	12,9	0,0	1,0	9,9	100	76,2	2523
	Rural	0,7	15,0	4,6	1,5	48,3	0,2	0,7	28,9	100	21,9	8181
Age de la mère à la naissance	Moins de 20	0,9	27,4	5,3	1,3	39,6	0,0	0,9	24,5	100	34,9	2153
	20-34	1,5	28,2	4,2	1,5	40,0	0,2	0,7	23,7	100	35,4	6810
	35-49	2,1	24,2	3,9	0,9	38,7	0,4	1,1	28,6	100	31,2	1420
	Manquant	(1,7)	(25,5)	(4,0)	(1,9)	(44,5)	(0,0)	(0,0)	(22,3)	100	(33,2)	321
Instruction de la femme	Aucune	0,8	21,9	4,5	1,4	42,3	0,2	0,6	28,2	100	28,7	8428
	Primaire	1,1	39,3	4,1	1,6	38,7	0,1	1,2	13,9	100	46,1	1395
	Secondaire et plus	8,1	61,6	4,1	0,5	19,1	0,0	1,4	5,2	100	74,2	882
Quintile du bien-être économique	Le plus pauvre	0,4	10,3	2,8	1,2	43,0	0,1	0,6	41,6	100	14,7	2294
	Second	0,4	13,2	4,7	1,6	47,5	0,3	0,5	31,8	100	19,9	2322
	Moyen	0,5	16,0	5,5	1,5	50,8	0,2	0,9	24,7	100	23,5	2248
	Quatrième	1,2	39,3	4,2	1,4	40,7	0,3	0,8	12,1	100	46,1	2152
	Le plus riche	5,9	70,4	5,0	1,1	9,7	0,0	1,4	6,5	100	82,4	1689
Total		1,4	27,5	4,4	1,4	39,9	0,2	0,8	24,4	100	34,7	10705

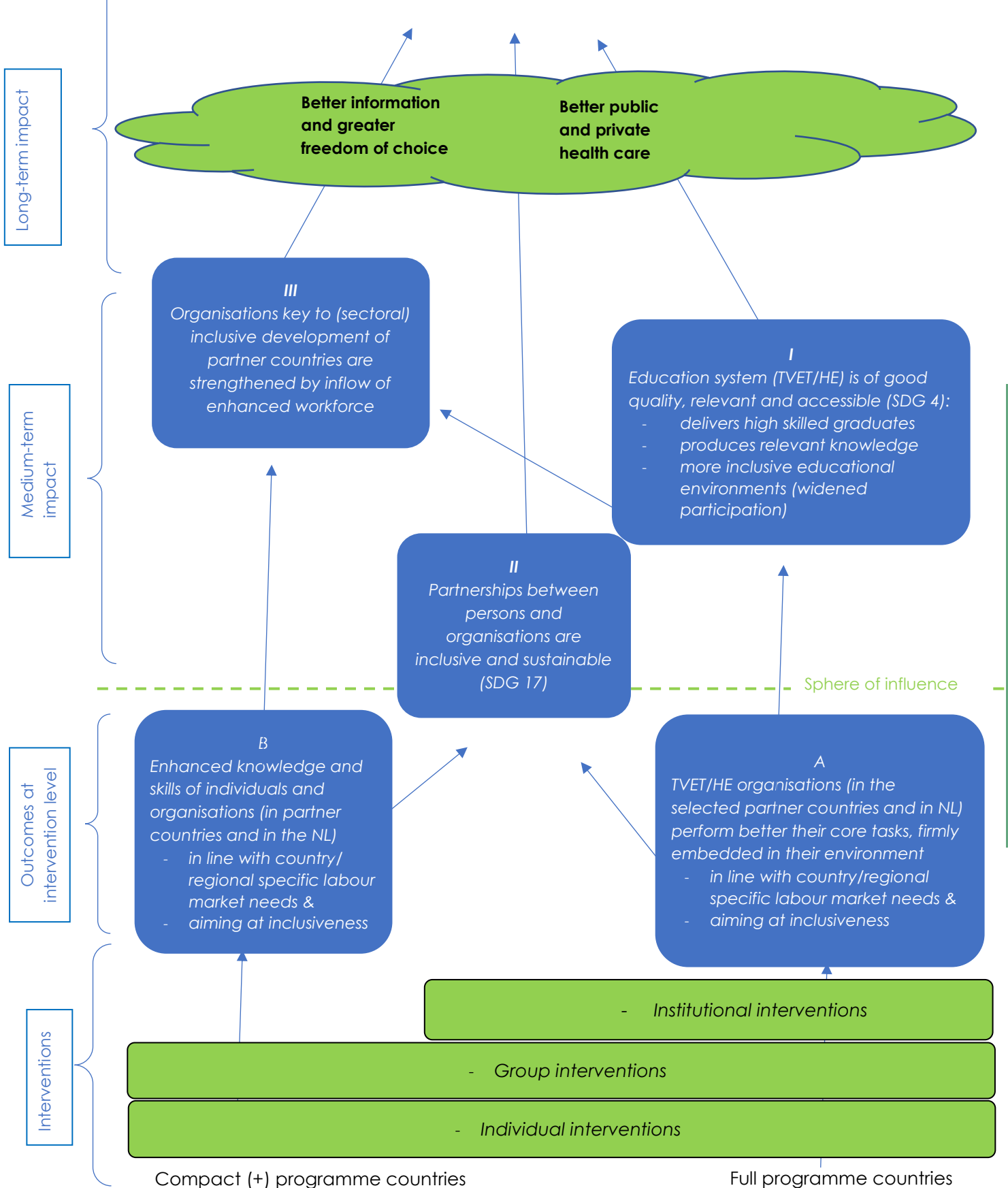
¹ Indicateur MICS 5.5a; Indicateur OMD 5.5; () : Basé sur 25 à 49 cas non pondérés

Annexe 5: Cadre d'intervention



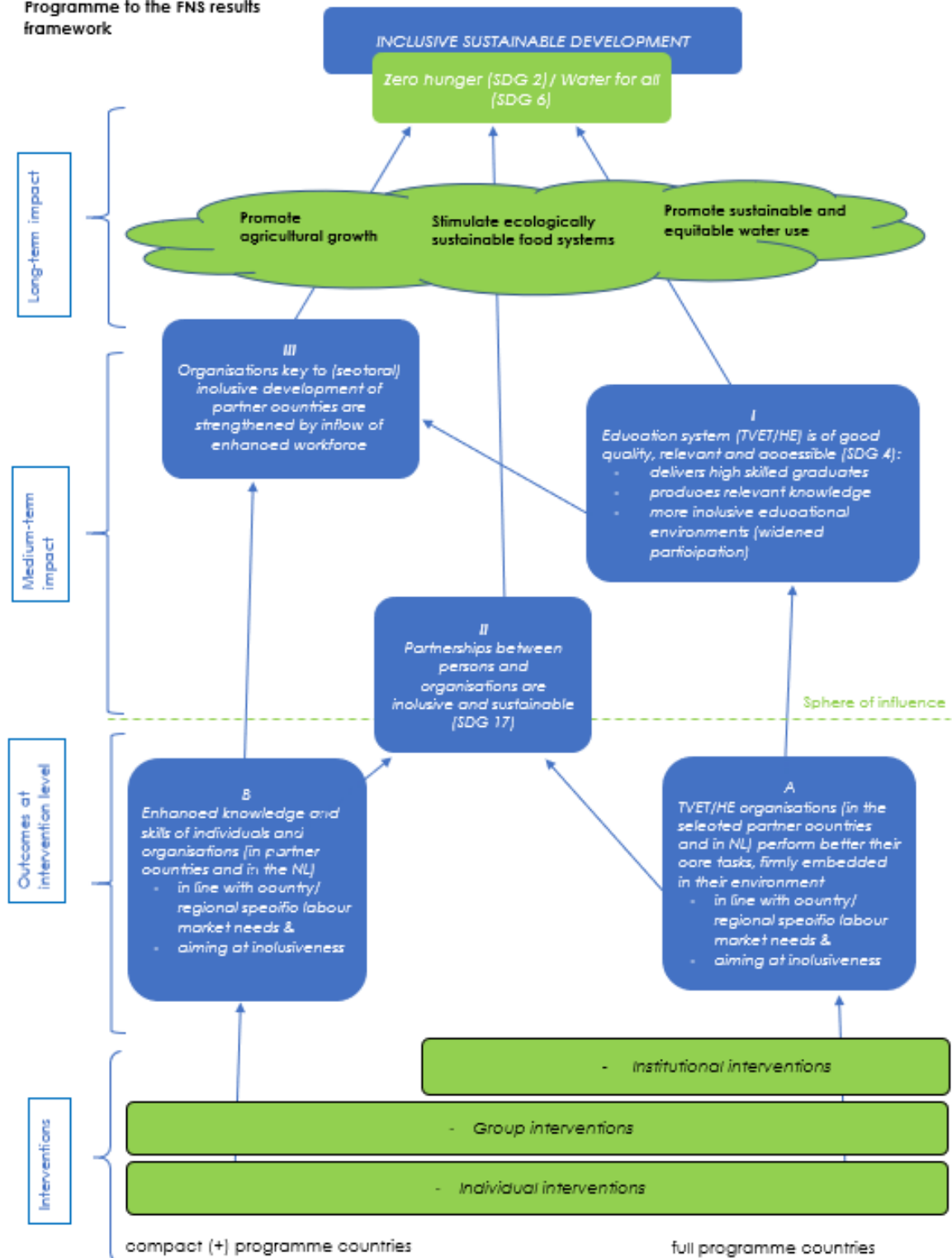
Annexe 6.a Contribution of the OKP Programme to the SRHR results framework

Universal access to sexual and reproductive health and Rights (SDG 3 and 5)



Annexe 6b: Contribution of the OKP Programme to the FNS / water results framework

Contribution of the OKP Programme to the FNS results framework



Annexe 7: Monitoring and evaluation framework

Bien vouloir ouvrir le lien suivant afin d'avoir les détails par rapport au cadre de monitoring et d'évaluation :

<https://www.nuffic.nl/documents/660/monitoring-and-evaluation-framework-orange-knowledge-programme.pdf>